

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1744 - 21 janvier 1993 - 2,50 F

### D 1744 COLOMBIE: RELANCE DE LA GUÉRILLA

Depuis mai 1992, les négociations entre le gouvernement et ce qui reste de la guérilla des années soixante sont dans l'impasse totale (cf. DIAL D 1700). Le fossé s'est encore élargi avec la décrétation, le 7 novembre 1992, de l'"état d'alerte maximale" par le gouvernement qui, de ce fait, a juridiquement transformé les guérilleros d'"opposants politiques" en "malfaiteurs". La violence de la guérilla et de la répression n'a donc fait que redoubler d'intensité au cours des derniers mois, avec des affrontements particulièrement meurtriers depuis novembre.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la campagne de discrédit - sans précédent - lancée par voie de presse contre les organisations de défense des droits de l'homme en Colombie. La "Commission inter-congrégations Justice et paix", sous la direction du jésuite Javier Giraldo, est particulièrement visée, surtout après la publication par cette organisation, en août dernier, d'un volumineux rapport sur les activités des groupes dits paramilitaires dans la région de Chucurí, département de Santander (cf. DIAL D 1504 et 1509).

Analyse ci-dessous tirée de *Actualidad Colombiana* du 11-25 novembre 1992.

Note DIAL

### LE DIALOGUE POLITIQUE DANS L'IMPASSE

Il est évident que la politique des dialogues de paix a connu en 1992 son niveau le plus bas. Les dialogues de Caracas, tout autant que ceux de Tlaxcala, ont pour caractéristiques qu'aucune des parties n'est parvenue à l'accord le plus minime. Les dialogues régionaux, souvent prônés à l'échelon local, n'ont jamais eu d'écho dans les hautes sphères de l'Etat, lesquelles ont au contraire tout fait pour les interdire catégoriquement.

Vu qu'aucune des parties ne croyait au dialogue, le résultat ne pouvait être différent de ce qu'il a été. La polarisation était totale: d'un côté, un gouvernement qui n'a que des objections à la négociation avec un mouvement insurrectionnel qu'il estime être en perte progressive de légitimité; de l'autre, un mouvement insurrectionnel qui met à son tour l'accent sur l'impopularité du gouvernement de Gaviria dont l'image est celle de la corruption et de la crise.

Le mois d'octobre a été marqué par une recrudescence des actions des groupes de guérilla, avec les attentats contre des oléoducs et des pylônes de lignes à haute tension, les barrages de routes et l'incendie des véhicules de transport intercommunal, dans le cadre des opérations de grève de la région du Nord-Est.

En novembre c'est la décrétation de l'état d'alerte maximale (1). Avec cette mesure, les groupes insurrectionnels, jusqu'alors partie de la négociation pour une issue politique au conflit armé intérieur, prennent la qualification d'associations de malfaiteurs, lesquelles ne peuvent être qu'éliminées. C'est à-dire que le gouvernement passe, en un laps de temps réduit, de la négociation avec des guérilleros au combat contre des malfaiteurs. Un tel changement de concept vise à légitimer n'importe quel type d'opérations de la part des forces armées. Ce qui est particulièrement préoccupant dans la situation actuelle c'est qu'il n'y a pas le moindre indice des mesures destinées à protéger la population civile.

Comme nous l'avons mentionné dans notre précédent numéro, le conflit s'étend aujourd'hui aux zones urbaines. Dans la nuit du 21 octobre, à la capitale, onze autobus sont brûlés et plusieurs banques sont plastiquées. Devant cette escalade, le gouvernement estime nécessaire d'affecter la force publique aux zones urbaines et à la protection des routes principales. D'où une augmentation des effectifs sur l'ensemble du territoire national.

Selon la presse qui couvre le mois de novembre, ont été abattus en combats 115 "malfaiteurs" appartenant aux différents groupes (Forces armées révolutionnaires de Colombie-FARC; Armée de libération nationale-ELN; Coordination de guérillas Simon Bolivar-CGSB). Cela, sans compter les morts par bombardements aveugles dans la zone rurale du Meta et, dernièrement, dans le département du Cauca, un secteur dont il n'a rien été publié à propos des sérieux affrontements qui s'y sont déroulés.

Alors que les médias étaient soumis à une quasi censure par restriction imposée des contacts ou des interviews avec les groupes insurrectionnels, l'opinion publique était soumise à une incroyable avalanche d'informations officielles. Celles-ci présentent la guerre "en direct": les bombardements, les combats et les opérations dans lesquelles la victoire consiste à montrer des dizaines de cadavres de guérilleros présumés. Les journalistes ne procèdent plus à aucune enquête auprès de la population civile ou d'éventuels témoins. Il n'y a que la version donnée par les forces armées. Par exemple, la guérilla a dynamité cette semaine un tronçon de l'oléoduc Colombia à hauteur de la localité de Remedios (Antioquia). Alors que, voici plusieurs mois, la population critiquait le tracé de l'oléoduc en le qualifiant de bombe à retardement, étant donné qu'il traversait pratiquement plusieurs quartiers de la localité, avec des écoles, des coopératives et des maisons modestes l'attentat s'est soldé jusqu'à présent par trois enfants et deux adultes morts.

Le conflit armé intérieur présente un panorama où il n'y a aucunement place pour le respect des droits de l'homme, pas plus que pour celui du droit international humanitaire. A l'image du vieil adage "la guerre c'est la guerre", ici tout est permis. Pendant ce temps là on voit passer à l'arrière-plan toute une série de massacres, de disparitions et de perquisitions générales menées dans des villes comme Sincelejo, Medellín et Bogotá.

---

(1) La Colombie est sous état d'urgence depuis des années. Selon la nouvelle Constitution promulguée en juillet 1991, l'"état de commotion" (ou, en français, état d'alerte maximale) s'applique aux "cas de perturbation grave de l'ordre public portant atteinte de façon imminente à la stabilité institutionnelle, à la sûreté de l'Etat ou à la vie sociale". Sa durée est de quatre-vingt-dix jours (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441